

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 22 JANVIER 1980 - No 13 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LES JEUX DE MOSCOU EN QUESTION

Dimanche, Carter a écrit au Comité Olympique Américain, pour lui indiquer qu'il était favorable au report ou à l'annulation des Jeux Olympiques de Moscou, si l'armée soviétique se trouve encore en Afghanistan d'ici un mois. «Ni moi, ni le peuple américain n'accepteront d'envoyer nos athlètes à Moscou», a-t-il déclaré. Il envisage également le transfert des Jeux Olympiques dans une autre capitale.

Jusqu'à présent, seule la Grande Bretagne a pris position en faveur du boycott, de même que l'Égypte et le Kenya. La position adoptée par Carter semble largement partagée par les milieux sportifs américains. Par contre, le Comité Olympique International, par la bouche de Lord Kilanin, s'est prononcé en faveur du maintien des Jeux Olympiques à Moscou.

Du côté de la France, on se souvient qu'il y a peu de temps le ministre de la Jeunesse et des Sports, Soisson, avait écarté l'hypothèse d'un boycott.

Boycott ou pas ? Telle est donc la question. Que l'on se souvienne, lors de la

coupe du monde de football en Argentine, Carter ne s'était pas signalé par une prise de position en faveur du boycott. Et pour cause. En Amérique Latine, le droit des peuples n'est pas le souci de Carter. Ce n'est donc pas la défense de la liberté des peuples qui le guide aujourd'hui. Il s'agit plutôt d'une mesure de réaction pour défendre les intérêts américains menacés par l'expansion de l'URSS.

D'autres forces, notamment en France, se prononcent également en faveur du boycott des Jeux de Moscou comme elles le firent déjà lors de la coupe du monde de football. La tenue des Jeux Olympiques à Moscou ne serait-elle pas un succès pour les envahisseurs de l'Afghanistan ? Ne constituerait-elle pas une opération de propagande en faveur d'une superpuissance qui prépare la troisième guerre mondiale ? N'aurait-il pas été préférable que les Jeux Olympiques de Berlin en 1936 soient boycottés ? En 1940, les Jeux suivants étaient annulés. On sait pourquoi.

Pierre BURNAND

Victoire des travailleurs de Mavilor (Saint-Chamond)

Après 9 semaines de conflit, les travailleurs de Mavilor ont repris le travail lundi 21 janvier au matin, après avoir obtenu la victoire sur leurs principales revendications : l'augmentation des salaires sera au minimum de 1 % par mois, avec révision trimestrielle en fonction de l'évolution du coût de la vie ; la réduction du temps de travail de 42 h à 40 h, dont le principe est acquis, va faire l'objet de discussions. La direction n'a pas accordé le paiement des jours de grève, mais s'est engagée à annuler les sanctions qui avaient été prises.

Cette victoire est d'autant plus significative qu'elle a été arrachée contre un patron faisant flèche de tout bois : intervention des flics, puis d'un commando, qui a été délogé par les ouvriers grévistes, aidés par le renfort des travailleurs venus de toute la vallée du Gier.

Nouvelle fuite radio-active à l'usine de retraitement de la Hague



Lire en page 7

Tito : trois jours pour connaître l'issue de l'opération

Tito a subi dimanche 20 janvier l'amputation de la jambe gauche. Cette intervention chirurgicale était devenue indispensable à la suite d'un début de gangrène. Malgré son grand âge, il semblerait que Tito ait assez bien supporté cette intervention. Néanmoins, l'issue en reste encore incertaine et un délai de 3 jours est nécessaire aux médecins avant de pouvoir se prononcer.

Il n'en reste pas moins que le rôle personnel de Tito, en cas d'issue positive, ne pourra plus être le même qu'avant. On s'interroge sur ce que pourrait être l'après Tito, et sur les menaces qui pèseront sur l'indépendance de la Yougoslavie. Jiri Pelikan donnait dimanche son point de vue à ce sujet sur les antennes de radio (voir page 3), tandis que la Bulgarie maintient ses revendications territoriales envers la Yougoslavie (voir page 6).

Conserverie du Coat-Kaër à Quimperlé

Troisième semaine d'occupation

Le président du groupe coopératif du Coat-Kaër, Louis Orvoën, sénateur-maire UDF de Moëlan, président du conseil général du Finistère, manœuvre pour éviter de laisser des plumes dans l'affaire : le conseil d'administration de la Rurale, dont il est aussi le président, a décidé de constituer avec deux coopératives une nouvelle société «la Rurale Sud-Bretagne». Le résultat espéré est de limiter les pertes des agriculteurs adhérents de la coopérative, quitte à ajouter 21 employés de la Rurale à la charrette des licenciés. Les travailleurs cependant ne semblent pas décidés à se laisser faire : diverses actions ont déjà été menées, non pas

tellement en vue de sensibiliser la population laborieuse quimperloise (qui compte 12 % de chômeurs !) mais plutôt pour l'entraîner à la lutte. Une manifestation a rassemblé plus de 2 000 personnes dans les rues de Quimperlé, 150 ouvriers du Coat-Kaër et de Raphalen ont tenté d'occuper la mairie de Moëlan afin de s'expliquer avec Orvoën, des trains ont été bloqués en gare de Quimperlé, une forte délégation du Coat-Kaër a soutenu les ouvrières licenciées de la MVF qui passaient en procès à Quimper pour «entrave à la circulation» suite à une manif à Quimperlé, enfin les travailleurs du Coat-Kaër et de Raphalen seront nombreux à

Quimper mardi à l'appel du syndicat CGT des conserveries du Sud-Finistère.

Le groupe Coat-Kaër comprend cinq sociétés :

- la Rurale (deux subdivisions : «approvisionnement» et «céréales») qui vient de déposer son bilan ;
- la SCA du Coat-Kaër (conserverie) qui employait 140 personnes ;
- la SICA du Coat-Kaër fermée en septembre dernier ; cette saisonnière employait 50 personnes ;
- la SICA Pharmapont (alimentation pour bébés), fermée en janvier 1978 ; 28 licenciements.

CORRESPONDANT

Angers : victoire en vue pour les étudiants ?

Après deux semaines de lutte, les étudiants d'Angers semblent être sur le point de remporter un succès. Samedi, en effet, le président de l'université, rencontrait le préfet, et publiait un communiqué indiquant que les deux étudiants marocains qui devaient être expulsés de France, «pourront poursuivre leurs études et se présenter dans des conditions normales aux examens».

Lire en page 7

La Thaïlande, hier base d'agression américaine contre les peuples voisins...

Par Claude LIRIA

La Thaïlande, hier base d'agression utilisée par l'impérialisme américain contre les peuples vietnamien, cambodgien et laotien. La Thaïlande, pays où les dictatures anticommunistes et antipopulaires se succèdent pratiquement sans interruption depuis 1932. La Thaïlande, aujourd'hui menacée dans son intégrité territoriale par le Vietnam qu'elle avait hier contribué à bombarder. Quel paradoxe étrange si l'on fait abstraction des bouleversements de la situation internationale, qui se sont répercutés rapidement dans toute la région de l'Asie du Sud-Est.

Début des années 60 : l'impérialisme américain, en pleine expansion, prend le relais du colonialisme français au Vietnam. Mais, l'emprise américaine sur la Thaïlande date déjà des années 50 : en 1954, est créé le Pacte militaire du Sud-Est asiatique, l'OTASE, dirigé par les USA et auquel adhère la Thaïlande. Pendant la guerre de Corée (1950-1953), des troupes thaïlandaises ont participé aux combats aux côtés des troupes américaines (l'actuel premier ministre, le général Kriangsak, en faisait partie). Sur le plan économique, les capitaux américains et japonais contrôlent l'essentiel des activités.

UNE DEPENDANCE ACCRUE ENVERS LES USA

Dans un premier temps, la guerre du Vietnam accroît la dépendance et la servilité des autorités thaï envers les USA.

En 1963, un accord américano-thaïlandais préluce la construction de bases militaires, en vue d'une agression massive contre le Vietnam. Déjà 10 000 soldats américains sont présents en Thaïlande.

En 1964, ont lieu les premiers bombardements américains sur le Nord-Vietnam à partir des bases situées en Thaïlande.

En 1965, un accord secret américano-thaïlandais prévoit l'envoi d'au moins 2 000 soldats thaïlandais au Vietnam.

Cette même année, le Parti communiste thaïlandais déclenche les premiers combats de guérilla, au nord-est du pays. Non content d'aider les États-Unis dans leur agression antivietnamienne, les militaires thaï collaborent avec eux pour organiser la lutte antiguérilla à l'intérieur du pays. Fin 1965, un « commandement d'opérations anticommunistes » est mis sur pied par les Américains, et commence les activités militaires à grande échelle contre les guérillas. L'un des chefs de la CIA à Saïgon devient « assistant spécial pour la contre-insurrection » en Thaïlande.

De 1965 à 1969, les effectifs des troupes américaines en Thaïlande ne cessent d'augmenter, atteignant 50 000 hommes. Les bombardements américains depuis les bases thaïlandaises s'amplifient, et 11 000 soldats thaïlandais combattent au Vietnam.

PRENDRE SES DISTANCES

Mais, à partir de 1969, le gouvernement thaïlandais prend de timides mesures pour un retrait graduel des forces américaines en Thaïlande. En 1972, toutes les troupes thaï sont retirées du Vietnam. Il faut dire que la guerre du Vietnam est mal partie pour l'impérialisme américain, et qu'en Thaïlande, un mouvement populaire anti-américain, à l'initiative des étudiants, commence à se dessiner. Pourtant, il faudra attendre les années 1973-1976 pour que la Thaïlande prenne effectivement ses distances vis-à-vis des USA. L'année 1973 voit le sque-

vement du peuple et le renversement de la dictature.

De 1973 à 1976, les manifestations anti-américaines déferlent sur le pays, que ce soit contre la CIA, contre la répression anticommuniste ou pour exiger le retrait effectif des troupes américaines.

Le nouveau gouvernement, plus libéral sur le plan intérieur, suit sur le plan extérieur une politique nationaliste.

En 1975, le premier ministre annonce que les 25 000 soldats américains encore présents dans le pays devront l'avoir quitté d'ici un an.

Quelques semaines plus tard, le Cambodge, puis le Vietnam, et enfin le Laos sont vainqueurs des USA. Cette défaite magistrale de l'impérialisme américain consacre sans aucun doute le recul stratégique de cette superpuissance au niveau mondial. Pour elle, l'heure n'est plus à la conquête de nouveaux pays à piller, mais à tenter de défendre son empire. Parfois en vain, comme l'ont montré dernièrement les victoires populaires en Iran et au Nicaragua.

1976 : FERMETURE DES BASES - RETRAIT DES SOLDATS AMERICAINS

En 1976, les USA essaient de passer outre le délai fixé par le gouvernement thaïlandais pour le retrait total des soldats américains : 4 000 soldats sont encore là. Le peuple se déchaîne. En mars, des manifestations anti-américaines font 8 morts et 80 blessés ; en juillet, 30 000 personnes manifestent à l'université pour exiger le départ des troupes américaines. Le 20 juillet, la partie est gagnée : les soldats américains quittent le pays, les bases militaires sont fermées.

En même temps qu'il prenait ses distances avec l'impérialisme américain, le nouveau gouvernement thaïlandais engage une politique de rapprochement avec les pays voisins. En 1975, la Thaïlande établit des relations diplomatiques avec le Chine populaire et le Cambodge qui vient d'être libéré, et en 1976 avec le Vietnam.

LE COUP D'ÉTAT DE 1976

Octobre 1976 marque un nouveau drame pour le peuple thaïlandais avec le coup d'État militaire : abrogation de la Constitution, dissolution du Parlement, interdiction des partis politiques et arrestation des opposants. Mais, les conséquences ne se font pas attendre : des millions de citoyens rejoignent les maquis du Parti communiste, le Parti socialiste se joint à la guérilla, les zones de combat où opère l'Armée populaire de libération s'étendent.

Octobre 1977 : le général Kriangsak renverse son prédécesseur et devient premier ministre. Sur le plan extérieur, il entreprend aussitôt le rétablissement de bonnes relations avec les pays voisins, relations détériorées depuis le coup d'É-

tat de 1976. 1977 voit aussi un nouveau coup porté aux USA avec la dissolution du Pacte de l'OTASE.

Quelles que soient les affinités idéologiques, caractérisées par l'anticommunisme, entre les gouvernements thaïlandais et américains, les relations de dépendance totale qui existaient dans les années 60 entre des pays du tiers-monde comme la Thaïlande et une superpuissance impérialiste comme les USA sont dépassées. Bien sûr, les capitaux américains restent dominants, mais la Thaïlande développe les relations commerciales et politiques avec d'autres pays. C'est le cas en particulier au sein de l'ASEAN, sorte de marché commun et entité politique sud-est-asiatique, regroupant la Thaïlande, Singapour, les Philippines, l'Indonésie et la Malaisie.

En outre, le prestige américain en a pris un sérieux coup dans le tiers-monde après sa défaite en Indochine, ce qui amène des gouvernements comme celui de la Thaïlande à se montrer plus exigeants, moins dociles.

Sur le plan intérieur, le gouvernement de Kriangsak poursuit activement la répression anticommuniste : déplacement des populations civiles dans des « hameaux stratégiques » pour couper les guérilleros de leur appui populaire, loi anticommuniste permettant l'emprisonnement d'un suspect 480 jours sans jugement, bombardements de l'armée au sud du pays dans le cadre des opérations communes antiguérilla thaï-malaises,



En octobre 1976, un coup d'État militaire entraîna la mort de trois cents personnes à l'université Thammasat.

etc. La population, à 80 % paysanne, continue sa vie misérable, sans droit ni liberté démocratique ; la proportion des

paysans sans terre (60 %) s'accroît.

...aujourd'hui menacée dans son indépendance par le Vietnam

Les 2 dernières années ont vu se développer en Asie du Sud-Est une situation très préoccupante pour tous les pays et peuples de la région.

Le Vietnam, hier agressé et bombardé, passe sous la tutelle de l'URSS qui l'encourage dans ses ambitions de domination régionale : le Laos d'abord est annexé par une « occupation silencieuse » de 50 000 soldats vietnamiens ; puis 200 000 Hoas d'origine chinoise sont expulsés du Vietnam ; enfin, c'est au tour du Cambodge d'être envahi par 200 000 soldats vietnamiens.

Où s'arrêtera cette faim dévorante qui pousse les autorités vietnamiennes dans leur marche forcée vers le Sud, et dont chacun ne voit que trop bien les bénéfices que peut en retirer l'URSS : contrôle des voies maritimes entre les 2 océans (Océan Pacifique et Océan Indien), contrôle de l'approvisionnement du Japon, contrôle des flottes militaires.

Et c'est ainsi qu'on en arrive à cette chose étrange, mais qui n'est finalement que le produit du renversement de la situation : la Thaïlande, hier fer de lance contre les pays voisins, s'inquiète pour sa propre indépendance au-

jourd'hui menacée ; la Thaïlande, collaborant hier à la répression des patriotes cambodgiens en lutte contre l'impérialisme américain, accueille sur son sol ces mêmes patriotes aujourd'hui en lutte contre l'armée vietnamienne. Car plus la résistance du peuple cambodgien est forte, plus elle cloue au sol les troupes vietnamiennes, et plus la Thaïlande espère retarder la menace sur son propre territoire.

De la même manière, on peut expliquer le développement de bonnes relations entre la Thaïlande et la Chine : le gouvernement thaïlandais espère pouvoir compter sérieusement sur une aide de la Chine, en cas de coup dur.

Malheureusement, cette politique extérieure positive à l'égard de la résistance cambodgienne et de la Chine n'a rien changé aux orientations foncièrement anti-populaires et anti-communistes sur le plan intérieur.

La dictature militaire est dans l'impossibilité de restaurer la démocratie et les libertés, dans l'impossibilité de mener des réformes sociales et économiques susceptibles d'améliorer le niveau de vie du peuple. Elle ne le peut pas, sinon ce sont ses propres intérêts qui seraient touchés.

Et c'est aussi pourquoi elle est absolument incapable de s'appuyer sur ce peuple, qu'elle pressure, mais qui lui fait peur, pour défendre l'indépendance du pays.

Mais la maturité politique du peuple thaïlandais est grande : derrière les cliques fascistes qui se sont succédé pour l'opprimer, il a su distinguer et combattre le véritable responsable : l'impérialisme étranger. Son expérience passée lui servira pour le combat de demain.

Demain :
L'interview
d'un porte-parole
du
Parti Communiste
Thaïlandais,

REALISEE PAR L'AGENCE DE PRESSE «VOIX DU PEUPLE THAÏLANDAIS», EN NOVEMBRE 1979.

Les dirigeants iraniens réaffirment leur hostilité aux deux superpuissances

Tandis que le ministre de l'économie et des finances iranien, Bani Sadr, déclarait à la fin de la semaine dernière, que l'URSS, en agressant l'Afghanistan, visait à démanteler l'Iran, et avait comme objectif fondamental d'atteindre l'océan Indien, pour y faire valoir ses ambitions de superpuissance, le ministre iranien des affaires étrangères, Ghotbzadeh, faisait plusieurs déclarations dans le même sens.

C'est le cas par exemple dans une interview qu'il vient d'accorder au Figaro, dont l'envoyé spécial, Thierry Desjardins, une fois n'est pas coutume, se retient de vitupérer comme il le fait habituellement contre les

« fanatiques islamiques ».

Dans l'interview, le ministre iranien déclare nettement: « Nous avons essayé de faire comprendre aux Soviétiques qu'il ne saurait être question que nous tolérions l'occupation de l'Afghanistan, ce qui serait une menace directe contre nous. Nous allons tout faire pour obliger les Soviétiques à se retirer d'Afghanistan ».

Parmi les mesures prises par l'Iran, le ministre cite: le vote de la résolution de l'ONU condamnant l'intervention, la participation à la Conférence des pays islamiques, qui doit se tenir dans quelques jours à Islamabad (Pakistan), l'aide aux 50 000 réfugiés afghans qui sont déjà en Iran. Le minis-

tre a indiqué qu'il n'était « pas exclu » que l'Iran aide directement la guérilla contre l'URSS « si celle-ci continue son agression ».

D'autre part, revenant sur les responsabilités américaines dans les crimes et le pillage dont a été victime le peuple iranien, Sadegh Ghotbzadeh a indiqué: « Nous voulons récupérer le Shah et ses richesses. Les Etats-Unis veulent récupérer leurs otages. C'est facile: ils nous rendent le Shah et c'est bien. Nous leur rendons les otages ». Puis, évoquant la visite récente en Iran, du secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, le ministre iranien déclare: « Waldheim a été très bien reçu (...). Il y a eu

de petites manifestations spontanées qui ont rassemblé quelques milliers de personnes. C'est vrai. Mais, si nous avions voulu organiser des démonstrations hostiles à Kurt Waldheim, il y aurait eu deux millions de gens dans les rues (...) je suis convaincu que le secrétaire général fait ce qu'il peut pour mener à bien ce plan. Malheureusement, les Etats-Unis paralysent tout ».

« Ce que nous attendons de la France, c'est qu'elle n'entre pas dans le jeu américain, a-t-il ajouté, le blocus des fonds iraniens dans les banques américaines de Paris, le blocus par la France, des affaires nucléaires iraniennes, tout cela a fait ici un effet déplorable. (...) »



char soviétique à Kaboul. « Nous allons tout faire pour obliger les Soviétiques à se retirer d'Afghanistan » a déclaré Bani Sadr.

ARRESTATIONS D'OFFICIERS JAPONAIS POUR ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'URSS

Trois officiers d'active de l'armée japonaise dont un général en retraite, ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir fourni à l'URSS des renseignements d'ordre militaire concernant les déploiements de troupes chinoises, et des troupes américaines en Asie. Des renseignements auraient concerné notamment la localisation de troupes japonaises et des rapports des services américains sur l'armée chinoise. L'attaché militaire soviétique au Japon, que les autorités souhaitaient interroger, a refusé, invoquant l'immunité diplomatique, puis a regagné Moscou.

CHILI

Depuis samedi, les 9 000 travailleurs de la mine de cuivre d'EL Teniente, à 100 km au Sud de Santiago, sont en grève pour une augmentation de salaire. C'est le plus important mouvement de grève observé au Chili depuis le coup d'Etat fasciste de 1973.

ASSASSINAT D'UN LIBANAIS A PARIS

L'assassinat, à Paris, du gérant de la librairie arabe, Youssef Moubarak, a été revendiqué par un groupe palestinien dissident de l'OLP et proche du gouvernement irakien. Ce groupe, dirigé par Abou Nidal, à son siège à Bagdad: il avait assassiné, le 3 août 1978, Azzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris. L'agence de presse palestinienne Wafa, a accusé les services secrets sionistes d'avoir collaboré à cet assassinat.

EUROPE DU CHÔMAGE

Selon des statistiques officielles, le nombre de chômeurs s'élèverait à près de 6 200 000 dans l'ensemble des pays de l'Europe des Neuf, soit 5,7 % de la population active.

RECTIFICATIF

Une grave modification a été introduite dans l'article sur le plan du grand Sud-Ouest en Languedoc-Roussillon. Le texte original indiquait en effet: « Le renforcement de l'unité européenne présente certains aspects positifs face aux deux superpuissances USA et URSS... ». Ce passage a été transformé en: « Le renforcement de l'unité européenne ne présente aucun aspect positif ». Cette transformation, indépendante de la rédaction du journal, ne représente en aucun cas les points de vue du PCRM et du PCML. Il fallait donc lire ce qui était indiqué par le texte original.

Après Kaboul, Belgrade ?

Le point de vue de Jiri Pelikan

Dimanche 20 janvier, sur les antennes de Radio-Luxembourg, Jiri Pelikan était interviewé au sujet de l'invasion de l'Afghanistan et de la situation en Yougoslavie en cas de disparition de Tito. Jiri Pelikan, ancien membre du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque et directeur de la radio tchécoslovaque lors de l'invasion soviétique de son pays vit aujourd'hui en Italie, dont il a adopté la nationalité. Il a été élu député au parlement européen sur la liste du Parti socialiste italien. Son point de vue permet d'éclairer la situation.

Venons en à la Yougoslavie que vous connaissez bien. Pensez-vous que le système collégial mis en place puisse assurer convenablement la succession du maréchal Tito, et surtout la paix entre les différentes nationalités yougoslaves ?

La situation me préoccupe beaucoup, car si tout le monde sait que Tito laisse un héritage solide, a mis des hommes en place, et a préparé le pays pour une défense populaire armée, je crois quand même que les contradictions qui existent au sein de la société yougoslave entre les pays plus développés, comme la Croatie, la Slovénie et les autres, la Serbie, la Koçovo, le Monténégro, peuvent éclater beaucoup plus car elles sont combinées aujourd'hui

avec une crise économique, qui est une des plus graves que la Yougoslavie ait connue ces vingt dernières années. Comme Tito était un arbitre de la situation avec son autorité, je suis préoccupé qu'on ne trouve pas le même arbitre après sa mort, et que ces contradictions puissent donner une base à des crises intérieures qui peuvent être utilisées bien sûr par les dirigeants soviétiques, peut-être par l'intermédiaire d'une Bulgarie qui n'a jamais cessé de prétendre que la Macédoine fait partie de la Bulgarie.

Et à l'intérieur même de la Yougoslavie, est-ce que les Soviétiques ont les moyens de provoquer des désordres, une instabilité dans le pays ?

Je crois que les Yougoslaves pour le moment sont très unis, et qu'ils vont résister à ces pressions; je ne crois pas le danger immédiat, mais avec le temps, avec les difficultés que j'ai indiquées, on ne peut pas exclure qu'il y ait des forces excentriques, autonomistes qui vont manifester et faire des troubles dans lesquels on peut utiliser des hommes qui vont demander une « aide fraternelle » venue pour assurer l'ordre, selon un scénario déjà utilisé à Prague et maintenant à Kaboul. Les dirigeants soviétiques n'ont jamais renoncé à ce que la Yougoslavie retourne au sein du Pacte de Varsovie, du Comecon, et donne une base militaire.

Brejnev a trois fois demandé au maréchal Tito d'accorder des bases navales. Tito lui a toujours résolument refusé cela. La même chose s'était passée en Tchécoslovaquie avant 1968 avec Novotny, après 1968 ils se sont installés. Ce danger existe aussi potentiellement pour la Yougoslavie. (...)

Les Soviétiques ont to-

léré l'autonomie de la Yougoslavie durant la vie du maréchal Tito en raison de sa grande autorité, mais je crois qu'après sa disparition il y aura la tentation de faire retourner la Yougoslavie dans leur camp. Les Yougoslaves eux-mêmes en sont conscients, et ce qui est essentiel, à ce moment là, c'est de dire: « Nous allons nous battre, nous mobilisons les forces de l'armée, de la police et surtout de la population ». Je crois que c'est la meilleure manière pour éviter ce danger. Une des raisons pour lesquelles nous avons été occupés en 1968, c'est parce que les Soviétiques savaient qu'on ne voulait pas, qu'on n'était pas capable de se défendre, de se battre.

Est-ce que d'une façon quelconque les Soviétiques sont déjà présents, est-ce qu'il y a un parti russe dans le pays ?

Non, je ne crois pas. Les soi-disants éléments kominformistes ont été éliminés de la vie politique, arrêtés et expulsés. La nouvelle génération n'a aucun attachement à l'Union Sovi-

etique. Elle est plutôt attachée à l'indépendance de la Yougoslavie. Mais, on ne peut exclure que certains mouvements nationalistes qui voudraient par exemple la séparation de la Croatie ou de la Slovénie puissent à un certain moment faire appel à une sorte d'aide de l'Union Soviétique. Sur le plan économique, l'URSS est très présente, et il y a beaucoup d'entreprises yougoslaves qui dépendent aujourd'hui des relations économiques avec l'URSS.

Ce serait l'entrée des troupes en Yougoslavie. Un peu comme ça s'est passé en Tchécoslovaquie il y a 10 ans ?

Non, car la Yougoslavie va se défendre. Elle va se défendre pour que les pays occidentaux l'aident ou non, mais s'il y a une autodéfense, je crois que le reste du monde, les pays non-alignés, mais aussi les pays comme l'Italie ne pourront pas rester indifférents, car une guerre en Yougoslavie bousculerait tous les rapports de forces en Méditerranée, en Europe.

Vous croyez que les Yougoslaves eux-mêmes ont les moyens de résister aux chars soviétiques ?

Oui, peut-être pas de défendre leurs villes, mais ils sont habitués à une lutte de partisans, les pays géographiquement est très favorable à cette lutte de guérilla, et comme ils sont des patriotes, je crois que la grande majorité du peuple résistera. Et, s'ils résistent quelques jours, la lutte ne tardera pas. N'oublions pas que la Yougoslavie est aujourd'hui un allié de la Chine populaire, et que la Chine a des moyens pour maintenir les Soviétiques sous la pression, sur ses frontières, de l'autre côté.

Vous êtes inquiet ?

Oui, car je crois qu'au sein des dirigeants soviétiques il y a de plus en plus de forces militaires, des forces de l'expansionnisme qui renforcent leurs positions, et je crois que si on laisse passer, seulement avec des protestations verbales, l'invasion de l'Afghanistan, la tentation pour ce groupe militaire chauvin au sein de la direction soviétique sera très grande.

Commerce extérieur :

10 milliards de déficit en 1979, le pétrole n'explique pas tout

La situation de l'économie française ne s'est pas redressée en 1979. C'est ce qui ressort des chiffres rendus publics samedi par le ministre du Commerce extérieur, Jean-François Deniau. Exédentaire de 2 milliards en 1978, la balance commerciale enregistre un déficit de 10 milliards en 1979.

On peut certes trafiquer les chiffres dans tous les sens, et chercher à leur donner des interprétations différentes. Le gouvernement, passé maître en la matière, n'a pas hésité à le faire pour commenter ces résultats du commerce extérieur. Au déficit du commerce extérieur, il oppose l'exédent de la «balance des biens et des services», une équation qui tient compte des échanges de marchandises et de services, mais aussi du montant des transferts des travailleurs étrangers en France (10 milliards) et des contributions aux organismes internationaux (8 milliards). Restent un certain nombre de faits, qui vont à

l'encontre de la propagande gouvernementale.

Le pétrole tout d'abord. S'il est vrai que la facture pétrolière de la France s'est accrue sensiblement en 1979 (70 milliards contre 52 milliards l'année précédente), il est vrai également que le pétrole n'est pas la cause unique de la détérioration des échanges entre la France et les autres pays. Ainsi constate-t-on que le déficit du poste «biens d'équipement et de consommation des ménages» est passé de 3 à 8,6 milliards de francs. Ce phénomène s'explique par la faiblesse du dollar, qui rend de plus en plus compétitives les exportations américaines de produit de consommation courante. Toujours à propos du pétrole, il faut signaler que l'accroissement du coût de nos importations ne provient pas seulement de la hausse décriée par les pays producteurs, mais aussi d'un accroissement de nos importations. Accroissement dû pour une part à une consommation supérieure, mais

aussi à la spéculation des compagnies pétrolières, qui ont acheté en 1979 du pétrole à un certain prix, et qui le revendront aux consommateurs en 1980... à un tarif plus élevé.

Plus encore que par le passé, les chiffres de 1979 montrent qu'un fossé se creuse entre certains secteurs que choisit de privilégier l'impérialisme français et d'autres, qui sont, de fait, abandonnés. Aux résultats positifs dans le domaine des échanges agro-alimentaires (+ 3,3 milliards), de l'automobile (+ 20,6 milliards) et des avions moyens courriers (23 airbus vendus en 1979) s'opposent les déficits accrus dans le domaine des métaux et des biens de consommation. La politique des créneaux mis en place par Giscard commence à porter ses fruits.

Avec des conséquences immédiates. La France reste très largement déficitaire vis-à-vis de l'ensemble des pays industrialisés : 7,75 milliards de francs vis-à-vis de la CEE, et surtout 13,2 milliards vis-à-vis des Etats-Unis,

soit près du double par rapport 1978. Le déficit est sensible également avec les pays du Tiers Monde producteurs de matières premières comme le pétrole ou certains métaux. Dans ces conditions, comment se rattrape la France ? Par un exédent avec les pays pauvres du Tiers Monde notamment avec les pays africains, en s'appuyant sur les liens politiques de l'impérialisme français, et aussi par un exédent dans les échanges avec les pays de l'Est. Cet exédent, qui est passé de 1,9 milliards à 3,5 milliards, est dû avant tout aux crédits consentis à ces pays à des taux préférentiels. Dans ces conditions, on voit mal comment l'optimisme gouvernemental pourrait être autre chose qu'une façade trompeuse. De récentes études ont en effet montré qu'une accélération de la croissance s'accompagnerait nécessairement d'un accroissement considérable de nos importations.

Nicolas DUVALLOIS

Pas d'élections avant 81

Giscard ne dissoudra pas l'Assemblée nationale, «sauf en cas de circonstances politiques nouvelles». C'est ce qu'il a dit aux responsables des groupes parlementaires de la majorité, réunis à l'Élysée. Pour Giscard, «les circonstances internationales rendraient particulièrement inopportune l'ouverture d'une crise politique en France». Les prochaines élections seront donc bien les présidentielles de 1981, dont la campagne est déjà engagée.

FRANCE-ALGERIE

Interrogé au club de la presse d'Europe 1, sur le bilan de sa visite à Paris, le ministre algérien des Affaires étrangères, Mohamed Benyahia, a estimé positif le développement des relations entre l'Algérie et la France, mais a mis en cause la politique française vis-à-vis des travailleurs algériens en France, déclarant : «Il est apolitique et amoral de faire appel à des travailleurs pendant des décennies et, à un moment ou à un autre, de leur demander de partir, alors qu'ils ont acquis des droits sociaux et humains en France».

CC DU PCF : L'AFGHANISTAN

Le Comité Central du PCF est réuni ce lundi et mardi à Ivry. A l'ordre du jour, la situation internationale, ainsi que la politique gouvernementale et l'activité du PCF. Le rapport est présenté par Maxime Gremetz, responsa-

ble de la politique extérieure de ce parti. Marchais n'attendra pas la fin des travaux pour en commenter le résultat, ce lundi soir, sur Antenne

CHABAN DELMAS A MOSCOU

Chaban Delmas est parti pour Moscou pour un séjour d'une durée d'une semaine. Visite dont l'opportunité est tout à fait discutable, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan. Ne sera-t-elle pas interprétée par les dirigeants soviétiques comme le preuve que décidément ils peuvent faire ce qu'ils veulent, puisque cela ne change rien à ce qui était prévu ? D'autant plus que Chaban Delmas dans une interview à Sud-Ouest déclare que l'important n'est pas de chercher à comprendre pourquoi les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan, mais d'obtenir un geste positif de leur part. La seule attitude concevable, n'est-elle pas plutôt d'exiger fermement leur retrait d'Afghanistan et d'agir en conséquence ?

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une demi-page attribuée à l'expression indépendante de chacun des deux partis publiant Le Quotidien du Peuple et pouvant être utilisée chaque semaine.

Avec les Marxistes-Léninistes corses



Un drapeau éclarié dans un défilé de plusieurs milliers de personnes, ainsi est apparu pour la deuxième fois dans la rue, la section corse du Parti communiste marxiste-léniniste. Drapeau rouge frappé de la tête de Maure, manifestation contre la venue de Barre et manifestation contre la provocation policière et la répression : double symbole de l'action développée par nos camarades d'Ajaccio.

La situation de la Corse n'est pas celle du continent. La vie politique est marquée par l'existence des clans, par la force du mouvement autonomiste. Les phénomènes linguistiques et culturels y prennent plus de relief que partout. L'exode rural, et le problème de l'emploi sont plus graves qu'ailleurs. C'est donc une première certitude qu'ont les camarades du PCML : la lutte à mener en Corse est bien spécifique, elle est fonction d'une réalité issue d'une histoire origi-

nale et mouvementée, elle doit prendre pleinement en compte l'aspiration nationale du peuple corse. La deuxième certitude, partagée d'ailleurs par de nombreux militants est que seul le socialisme peut sortir la Corse de l'agonie où l'a conduit l'Etat français. Une Corse autonome ou indépendante mais où on laisserait agir les vieux mécanismes économiques libéraux d'aujourd'hui ne pourrait surmonter la désertification de l'intérieur, la désindustrialisation et le chômage. Il faut à la Corse un plan qui favorise la coopération agricole puis la mise sur pied d'une agriculture moderne collective ; il faut que toutes les richesses de l'île soient mises en valeur non en fonction d'un profit immédiat, mais en fonction des intérêts mêmes du peuple corse. Le socialisme devra s'ancre dans les traditions de l'île et reprendre, développer les acquis démocratiques de la République de Pascal Paoli. Oui, seul le socialisme peut sauver la Corse.

TRAVAILLER A L'ALLIANCE ENTRE LES TRAVAILLEURS DE FRANCE ET LE PEUPLE CORSE

Comment y parvenir ? C'est là toute la question et, à cet égard, les derniers événements sont riches d'enseignements. Ils apportent d'abord un démenti à ceux qui pouvaient croire à un dialogue constructif avec les «autorités» : démenti aussi à ceux qui auraient pu penser à une victoire rapide sur l'Etat français. Pour protéger deux

barbouzes et les aveux publics de leurs forfaits, Giscard et Bonnet ont dépêché en Corse des centaines et des centaines d'hommes en armes, ils ont choisi la force et la prison pour tenter de réduire à néant le mouvement nationaliste ; depuis deux siècles la bourgeoisie française maîtrise le pouvoir et a appris à réprimer les révoltes populaires. Cela ne doit nullement nous conduire au pessimisme mais à bien évaluer l'ennemi, sans le surestimer non plus, car il a ses propres faiblesses. L'alliance solide entre les travailleurs de France, et le peuple corse représente la seule voie de l'avenir pour renverser cette classe exploiteuse. Cette alliance ne peut se faire, évidemment, que si les travailleurs de France reconnaissent pleinement le droit du peuple corse à disposer de lui-même et que si, d'autre part, le peuple corse manifeste sa solidarité aux luttes ouvrières en France. Cette voie de l'unité, c'est celle que nous avons tenté de mettre en œuvre en Corse et en France lors des derniers événements. Sur le continent les contacts ont été pris avec les organisations corses pour organiser la riposte. En Corse même, nos camarades ont été présents dès le début de la mobilisation après l'interception des barbouzes à Bastélica. Au sein du Collectif, ils ont insisté sur la nécessité d'une riposte, sur la nécessité de l'unité. Entre chaque réunion, ils ont soumis les décisions à prendre aux sympathisants et amis du Parti. Par deux fois en cinq jours, ils ont exprimé

dans deux tracts courts, mentionnés dans la presse locale, leur point de vue sur le déroulement des événements. Ils dresseront prochainement un bilan public de leur activité. Car, à travers ce qui s'est passé, il se pose des questions décisives pour l'avenir du peuple corse : «Comment faire progresser la lutte nationale ? La Corse est-elle une colonie ? Quel bilan peut-on faire des actions violentes menées ces dernières années ? Quel statut faut-il revendiquer ? Comment lier luttes ouvrières, et lutte nationale ? Sur tous ces problèmes, les camarades précisent peu à peu leurs points de vue, à l'écoute qu'ils sont de tous les avis, de toutes les critiques qui peuvent exister. Mais leur action ne s'arrête pas là.

SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIERES

La crise capitaliste touche plus particulièrement la Corse, entraînant son cortège de licenciements, d'austérité et de misère. Contrairement à ce que certains affirment, la classe ouvrière en Corse existe, certes moins nombreuse et plus disséminée que sur le continent, mais elle mène des luttes importantes. Or, et c'est un fait notable, les dernières élections prud'homales ont été un échec pour la CFDT, connue pour ses positions plutôt autonomistes et un succès pour la CGT qui recueille 58,5 % des suffrages ouvriers. Il faut bien constater que les couches les plus mobilisées par la cause autonomiste sont sans nul doute la

jeunesse, les artisans et commerçants, les paysans, comme en témoigne le poids de ce qu'on appelle ici les socio-professionnels (syndicat de l'hôtellerie, produits corses de qualité, strada corsa, FDSEA etc...) dans le Collectif des 44 organisations démocratiques. Les travailleurs (mais c'est une réalité en mouvement) sont encore peu mobilisés par la cause nationale. Il faut voir là le résultat de facteurs objectifs (le nombre des faillites d'entreprises bat tous les records) et de facteurs politiques tels que la ligne du PCF qui reste hostile à la revendication autonomiste. Ces données ont conduit nos camarades à rechercher en priorité à se lier aux travailleurs, à assurer un soutien de classe politique et matériel aux luttes ouvrières et populaires. Ils ont ainsi pu organiser, il y a quelque temps, une rencontre fructueuse entre militants ouvriers qui venaient de mener des luttes et militants nationalistes. Participation à l'éveil national du peuple corse, soutien aux luttes ouvrières et populaires, sont les deux axes de la section corse du PCML à quoi s'ajoute la nécessaire prise en compte des bouleversements internationaux. Le Parti ne prétend nullement à la disparition des organisations légitimes du peuple corse (mouvements ou syndicats), il œuvre à l'unité des travailleurs, à l'unité du peuple corse, au renforcement de la solidarité entre travailleurs de France et peuple corse.

Hervé DASTAR

Reims

Premières initiatives d'un Comité de lutte contre le chômage

Ce lundi matin à 9 heures, le comité de lutte contre le chômage a décidé de s'installer dans les locaux inoccupés depuis que Robert Hossein a quitté la ville de Reims. Le CLCC entend faire du No 20 de la rue d'Anjou le lieu de rassemblement des chômeurs, où ils pourront s'organiser pour lutter contre cette tare du capitalisme qu'est le chômage.

Face au refus de la municipalité de donner aux chômeurs un local permanent, le CLCC n'avait pas d'autre choix. D'ailleurs, les locaux vides appartenant à la muni-

Jeudi 10 janvier, au terme d'un vif débat, quarante chômeurs créaient un comité de lutte contre le chômage. Face aux quelques hésitations qui se sont exprimées, c'est à la quasi-unanimité que le point de vue de la lutte a été affirmé.

Par exemple, ce point de vue d'une femme : « Quand on connaît l'isolement dans lequel les chômeurs sont maintenus, qu'à l'ANPE ou aux ASSEDIC ou autres administrations, tout est fait pour les culpabiliser de cette situation, quand on sait surtout que jusque là, rien n'a été fait pour essayer de les rassembler, eh bien ce n'est pas mal de se retrouver à quarante, c'est encourageant, à quelques dizaines, on peut faire quelque chose ». Et ce jeune poursuit : « Quarante bien sûr, c'est peu si on compare ce chiffre aux 8 000 chômeurs de Reims, mais c'est déjà assez pour entreprendre des actions, et c'est sur la base de ces actions que d'autres nous rejoindront ».

Le ton était donné et cette détermination : lutter contre le chômage, ne s'est à aucun moment démentie, à la première réunion du CLCC.

Une première liste d'objectifs de mobilisation, d'actions, était établie sur le champ : exiger un local permanent de la mairie, d'autant plus nécessaire que le pointage, seul moment où on peut trouver tous les chômeurs, doit être supprimé ; dénoncer le rôle des

agences intérimaires ; intervenir sur les problèmes d'indemnisation (l'aide publique est maintenant supprimée, ce qui va laisser sans ressources, du jour au lendemain, des centaines de chômeurs qui n'avaient déjà pas grand'chose...). Et les menaces qui pèsent sur la couverture sociale des chômeurs...

Les idées n'ont pas manqué, la combativité non plus. Il était décidé d'aller à la mairie dès le lendemain.

A LA MAIRIE

Trente-cinq membres du CLCC se sont ainsi retrouvés à la mairie pour exiger un local, et bien décidés à l'obtenir. Le comité s'est d'ailleurs renforcé dans le hall même de la mairie, puisqu'un groupe de chômeurs venu remplir des formalités de mariage, se joint à lui. Après avoir forcé quelque peu l'entrée de son bureau, le CLCC était reçu par l'adjointe au maire. Celle-ci notait notre demande, mais, nous faisait remarquer : « La mairie est tellement sollicitée qu'aucune réponse positive ne peut vous être fournie, dans l'immédiat, il y a déjà des dizaines d'associations, (27 au total) qui veulent un local ».

Des membres du CLCC se montraient indignés qu'une adjointe d'une municipalité de gauche, membre du PCF, puisse mettre sur le même plan une organisation de chômeurs qui vient de se constituer avec une quelcon-

que association, et nous mettre en queue de liste. Deux membres du PS nous ont ensuite reçus dans un luxueux salon de la mairie. Notre demande était à nouveau enregistrée, sans plus de succès. Après quoi le CLCC, tint une réunion dans le salon en l'absence des membres du PS. Une idée déjà émise la veille a été remise sur le tapis : « Si on n'obtient rien, eh bien, il n'y a qu'à s'installer dans des locaux vides, il n'en manque pas en ville ». Toutefois, la décision était prise de revenir le mercredi 16 à la mairie chercher une réponse de la bouche du maire lui-même. Celui-ci absent, c'est le premier adjoint au maire (membre du PCF) accompagné d'un de ses collègues du PS, qui recevra le CLCC.

Le CLCC s'est constitué le 10 janvier, du chemin a été fait depuis. Il appelle tous les chômeurs rémois à venir au 20 de la rue d'Anjou, il invite cordialement les actifs à soutenir son action.



La délégation du CLCC exige une audience avec un représentant de la municipalité.

que association, et nous mettre en queue de liste.

Deux membres du PS nous ont ensuite reçus dans un luxueux salon de la mairie. Notre demande était à nouveau enregistrée, sans plus de succès. Après quoi le CLCC, tint une réunion dans le salon en l'absence des membres du PS. Une idée déjà émise la veille a été remise sur le tapis : « Si on n'obtient rien, eh bien, il n'y a qu'à s'installer dans des locaux vides, il n'en manque pas en ville ». Toutefois, la décision était prise de revenir le mercredi 16 à la mairie chercher une réponse de la bouche du maire lui-même. Celui-ci absent, c'est le premier adjoint au maire (membre du PCF) accompagné d'un de ses collègues du PS, qui recevra le CLCC.

Son discours, en vérité, ne surprit personne : « La municipalité fait tout ce qu'elle peut pour apporter satisfaction aux demandes qui lui sont soumises, mais vous n'êtes pas tous seuls, vous pouvez utiliser ce qui existe. Le problème n'est pas municipal. »

« S'INSTALLER DANS DES LOCAUX INOCCUPÉS »...

A nouveau a été réaffirmée avec force la nécessité pour le CLCC d'avoir un local à son entière disposition, moyen indispensable pour gagner des larges masses. Un militant du CLCC suggérait alors que la municipalité mette à la dispo-

sition des chômeurs un des nombreux locaux inutilisés qu'elle possède. « Il y a parmi nous des gens qui s'y connaissent en maçonnerie, en électricité. Ça ne nous fait pas peu de devoir remettre en état des bâtiments qui sont un peu délabrés ».

« Vous savez, il y a des problèmes d'assurances, de sécurité... » Répondaient timidement les adjoints, dans un embarras évident. « Et si on s'installait, que ferait la mairie ? », demandait quelqu'un. « N'importe quoi » l'adjoint qui venait de faire cette réflexion l'a regretté aussitôt, en voyant la stupeur et l'indignation qu'il avait provoqués.

Il n'était pas utile de poursuivre davantage la réunion, et chacun s'attendait plus ou moins à cette réponse de la municipalité.

Mais le CLCC ne compte pas en rester là, doré et déjà il interviendra massivement en ce début de semaine sur les ANPE de la ville, pour dénoncer en particulier le scandale que représente la suppression des indemnités d'aide publique à des chômeurs qui n'ont que cela pour subsister, et appeler à la riposte sur cette question.

Et le CLCC compte bien obtenir rapidement un local, moyen non négligeable pour rassembler des chômeurs et les organiser pour la lutte.

A Reims, la lutte contre le chômage s'engage seulement, mais de façon très encourageante.

Un chômeur du CLCC

Grève surprise des postiers de Montbéliard (Doubs)

Contre une réorganisation des tournées qui leur étaient imposée, la majorité des facteurs a décidé de se mettre aussitôt en grève jeudi et vendredi, bloquant la distribution du courrier dans le secteur de Sochaux-Montbéliard. Ils ont reçu le soutien des syndicats CGT, CFDT et FO. La direction fait savoir que cette grève est illégale, car sans préavis.

Homécourt : Soloc, seconde entreprise après Sacilor fermée ? Les ouvrières occupent !

Depuis 10 jours, le jeudi 10 janvier, les ouvrières de l'entreprise de conserverie Soloc (Ex-société Solpa) à Homécourt (Lorraine) occupent leur entreprise. La cause de ce mouvement de lutte ? Les ouvrières, au nombre de 383, refusent la fermeture de leur usine qui a été annoncée récemment à la réunion du comité d'entreprise.

On imagine d'autant plus ce que pourrait signifier le licenciement pour les grévistes, quand on sait que la particularité de la Soloc est d'être, en nombre, la seconde entreprise de la ville d'Homécourt après Sacilor, qui, en 10 ans a supprimé... le tiers de ses emplois. De 4 300 au début de 1970, ils sont aujourd'hui 1 250. De surcroît, on compte d'ores et déjà 500 chômeurs dans la ville, qui compte 10 000 habitants, soit un habitant sur 20 ! Dès le second jour d'occupation, vendredi 11 janvier, les ouvrières ont en outre pour mieux montrer leur refus du chômage, brûlé devant la sous-préfecture, leurs lettres de licenciement.

Cartoucherie : 1800 emplois supprimés L'usine de Survilliers (Val d'Oise) occupée

La direction de la SFM (Société française de Munitions), appartenant au groupe Gévelot, vient d'annoncer - c'était le 10 janvier - que la dite société était en cessation provisoire de paiement. Un administrateur judiciaire a été désigné par le tribunal de commerce de Paris, qui devrait se prononcer définitivement sur l'avenir de la société le 26 janvier.

Les emplois supprimés concerneraient les usines de Survilliers (500), d'Issy-lès-Moulineaux (700), de Paris (100), de Pitres (100) et de Valence (400).

Les travailleurs de l'usine de Survilliers (Val d'Oise) ont voté la grève pour s'opposer aux 35 premiers licenciements qui ont lieu actuellement.

Les patrons de la sidérurgie contents

Les travailleurs de la sidérurgie continuent à se battre contre la restructuration et les licenciements ou mutations qu'elle entraîne. Nous avons fait le compte-rendu la semaine dernière du congrès CGT d'Usinor et des axes de lutte décidés par les sidérurgistes de la CGT. De son côté, le journal *Les Échos*, quotidien d'économie, a publié une note de la chambre syndicale de la sidérurgie française, « L'amélioration de la productivité globale de l'industrie sidérurgique enregistrée en 1977 et 1978 s'est poursuivie en 1979, année marquée par la mise en place des mesures financières industrielles et sociales qu'appelait la gravité de la crise », explique le journal. « (...) Ces mesures ont contribué à un premier redressement des comptes des deux grands groupes français - Usinor et Sacilor - » ajoute-t-il.

Une bonne année donc pour les maîtres de forges français. La note continue : « Avec 23 360 000 tonnes d'acier brut, la production s'est accrue, l'an dernier, de 2,3 % par rapport à 1978. Les pertes subies lors des grèves du printemps ayant été rattrapées en fin d'année... Sur le marché intérieur, les commandes enregistrées ont augmenté de 6,5 %... quand aux prix pratiqués au sein de la CECA, ils se sont améliorés, et ceux hors de la CECA ont progressé de plus de 10 %... ».

Va-t-on encore dire que la sidérurgie française est « à genoux » ? Voilà donc quelques informations qui intéresseront sans doute les sidérurgistes de Longwy, de Denain et d'ailleurs.

RECTIFICATIF

Dans le QdP No 11 du 18 janvier 1980, page 5, « La grève des cheminots du Sud-Est ». Contrairement à ce qui était écrit, il n'y a qu'au dépôt de Metz que la reprise du travail a été demandée par la CGT.



Les élus du PS accordent une audience à la délégation du CLCC.

international

Détérioration de la situation au Zimbabwe (Rhodésie)

La prolongation de l'état d'urgence par le gouverneur britannique peut avoir de graves conséquences

Depuis la proclamation du cessez-le-feu au Zimbabwe, suite à la Conférence de Londres, la situation se détériore. Dernier événement en date allant dans ce sens, et qui pourrait avoir de lourdes conséquences, c'est la décision que vient d'annoncer le gouverneur britannique, lord Soames, de proroger pour six mois l'état d'urgence au Zimbabwe. La décision est d'autant plus étrange que les élections générales dans ce pays sont toujours fixées pour le 28 février. On voit mal dans ces conditions comment celles-ci pourraient se dérouler avec des garanties sérieuses d'authenticité et de démocratie, et on peut se demander ce que cherchent les Britanniques, avec une décision qui peut remettre en cause les résultats de la Conférence de Londres.

L'état d'urgence, qui permet d'effectuer des arrestations massives dans la population, perpétue en fait l'absence de libertés démocratiques, qui prévalait sous le régime raciste de Ian Smith. On l'a vu nettement au cours des dernières semaines, où, avec le règne de l'état d'urgence, un certain nombre de mesures prises, qui n'ont pu l'être qu'avec l'aval des Britanniques, constituent une grave menace contre les droits de la population noire et contre le Front patriotique.

C'est ainsi que, depuis le cessez-le-feu, l'armée raciste a eu la liberté d'intervenir, contre des manifestations populaires accueillant des chefs du Front patriotique, par exemple, alors que selon les décisions de la Confé-

rence de Londres, seule la police était habilitée à intervenir. D'autre part, des libertés de mouvement ont été données aux milices privées du fantôme Muzorewa, ce qui n'était nullement prévu.

Enfin, fait particulièrement grave, des troupes envoyées par les racistes sud-africains interviennent à l'heure actuelle sur le territoire du Zimbabwe : ainsi, elles ont pris le contrôle du nœud ferroviaire de Beit Bridge, au Zimbabwe, bien que ce genre d'interventions ait été déclaré parfaitement illégal par la Conférence de Londres.

REACTIONS DE LA ZANU

A la suite de l'annonce de la prolongation de l'état

d'urgence, la ZANU, une des deux composantes du Front patriotique, a immédiatement réagi. Son porte-parole, Zvobgo, a notamment déclaré : « Il y a eu ces derniers temps une attaque systématique et concertée contre notre parti, à la fois de la part de la clique de Muzorewa et de la part de Lord Soames ». Zvobgo, rejetant les allégations selon lesquelles les violations du cessez-le-feu seraient le fait de la ZANU, a ajouté : « Nous serions stupides de vouloir saboter un accord (la Conférence de Londres) dont nous savons qu'il peut nous permettre d'accéder au pouvoir ». La ZANU semble particulièrement visée puisque les Britanniques ont jusqu'à ce jour invoqué divers prétextes, pour empêcher que son principal responsable, Mugabe, puisse regagner le Zimbabwe, comme Nkomo, dirigeant de la ZAPU, a déjà pu le faire.

Un autre fait qui témoigne de la détérioration de la situation : 900 réfugiés, partisans de Nkomo et de la ZAPU, qui regagnaient le Zimbabwe, revenant du Botswana, conformément à l'accord de Londres prévoyant le retour des réfugiés pour les prochaines élections, viennent d'être emprisonnés, aussitôt après leur retour. Les Britanniques, pour justifier de cette mesure, ont argué du fait qu'il ne s'agirait pas de « vrais réfugiés » : le soutien à Smith et Muzorewa, ennemis du peuple du Zimbabwe serait-il le critère pour être considéré comme un « vrai réfugié » ayant le droit au retour ?

Jean-Paul GAY

Yougoslavie : la relance des revendications territoriales bulgares n'est pas hasard

En Yougoslavie, où l'état de santé du maréchal Tito cause de vives inquiétudes, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà prises par les dirigeants, dont Bakaritch, l'un des plus vieux compagnons de Tito, pour assurer la succession, ainsi que pour assurer la défense du pays en cas d'une éventuelle agression contre la souveraineté du pays. Les derniers jours ont vu se multiplier les déclarations et les commentaires en Yougoslavie sur ce dernier point.

S'il est peu probable que l'Union Soviétique agresse de façon directe la Yougoslavie à très court terme, il est vraisemblable par contre que le Kremlin profitera de la disparition de Tito pour développer les pressions directes ou indirectes sur un pays dont il admet mal la politique indépendante face aux superpuissances, et la contribution importante au Mouvement des non-alignés.

L'URSS peut essayer de profiter des difficultés économiques de la Yougoslavie et surtout d'attiser les tensions traditionnelles qui subsistent entre les six Républiques de cet Etat fédéral.

Pour cela, Moscou peut s'appuyer sur les conflits latents existant dans les Balkans, notamment le conflit entre la Yougoslavie et la Bulgarie qui revendique ni plus ni moins que la souveraineté sur l'une des six Républiques yougoslaves, la Macédoine. Ce n'est certes pas un hasard si les autorités de la Bulgarie, dont l'URSS a fait une véritable tête de pont de son dispositif militaire à l'Est de l'Europe, viennent de relancer la polémique sur ce point. La très officielle revue bulgare *La Vie économique*

vient en effet de publier un article qui rappelle les revendications bulgares sur ce qui constitue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'une des six Républiques de Yougoslavie. Le gouvernement yougoslave a vivement réagi vendredi, par la voix de son porte-parole, qui a déclaré que l'attitude bulgare « minait la confiance et la stabilité dans les Balkans (...) ». Il ne fait aucun doute, a-t-il souligné, que cela représente une violation grossière de l'un des prin-

cipes fondamentaux de la charte des Nations Unies, le principe sur le droit des nations à l'autodétermination, et qu'il s'agit en fait de la proclamation de la théorie de la souveraineté limitée ». Par cette dernière formule, le gouvernement yougoslave entend faire le lien entre les menaces qui pèsent sur la Yougoslavie aujourd'hui et l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, en 1968, qu'il avait sévèrement condamnée. Le lien aussi avec l'agression soviétique contre l'Afghanistan, qu'il condamne, une condamnation qui lui a valu d'être pris à partie par les autorités soviétiques, notamment sous la forme de virulentes attaques de *La Pravda* contre la presse officielle yougoslave.

J.P.G

1er février-20h 30, salle de la Mutualité (Paris)

Meeting contre l'agression de l'URSS en Afghanistan

A l'appel du PCML, du PCRml et de l'UCJR

Conférence britannique, sans réalisme et sans avenir, vouée à l'échec

Deux mille deux morts en 10 ans, des milliers de prisonniers derrière les barbelés, la torture dans les postes de police, un taux de chômage plus élevé qu'en Irlande du Sud, et qu'en Angleterre, en constante progression (plus de 10 %), 33 000 soldats et policiers s'escrimant à terroriser la population : tels sont quelques uns des aspects de l'occupation britannique en Irlande du Nord.

Le 25 octobre dernier, on apprend que l'administration va prendre une initiative sous la forme d'une confé-

rence constitutionnelle pour l'Ulster, qui doit finalement se tenir ces jours-ci. Comme les précédentes tentatives de réforme, elle a peu de chances d'aboutir car les républicains la rejettent, estimant qu'elle ne vise que la « restructuration de la domination britannique en Irlande », et le principal parti unioniste (protestant) a refusé d'y participer. Cette initiative n'apporte rien de neuf. Elle est d'autant plus hasardeuse que si la position des catholiques modérés et celle des protestants se sont affaiblies, l'IRA provisoire s'est, pour sa part, renforcée.

(1) Thatcher pour une restructuration de la domination britannique ?

On écrit à juste titre, que depuis quelques années, le gouvernement britannique travailliste puis conservateur, avait laissé pourrir la situation en Irlande. Il faut remonter en effet jusqu'à 1972-1974 pour trouver une tentative réformatrice constitutionnelle de partage des pouvoirs « Sharing powers » entre les deux communautés, catholique et protestante. En 1972, le livre vert de William Whitelaw, alors secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, estimait que la minorité devait être représentée. Son livre blanc, en mars 1973 lançait l'idée de partage des pouvoirs entre catholiques et protestants : le Stormont, parlement d'Irlande du Nord, dissous en 1972, serait remplacé par un conseil d'Irlande. Fin 1973, ce projet connaissait un début de réalisation avec les accords de Sunningdale signés par les protestants et les catholiques

modérés d'Ulster (1), et les gouvernements d'Irlande du Sud et d'Angleterre.

Le conseil d'Irlande, qui devait être désigné conjointement par la *Dail Eireann* (Parlement du Sud) et l'Assemblée du Nord élue en juin 1973, ne devait s'occuper que des questions économiques et sociales, les fonctions policières restant dans les mains du consul britannique. Cette solution centriste, où le gouvernement bourgeois du Sud et le gouvernement anglais, trouvaient leur compte, fut mise en pièces, d'une part par une campagne de bombes de l'IRA, d'autre part par la grève générale de l'*Ulster Worker's Council* (Conseil ouvrier d'Ulster) rassemblement fasciste créé en avril 1974, propageant sa fidélité à la couronne britannique et un farouche anti-communisme.

Les unionistes durs étaient opposés à toute solution constitutionnelle mettant en cause à long terme les liens avec la Grande-Bretagne et risquant de favoriser une quelconque réunification des deux parties de l'Irlande, Brian Faulkner dut démissionner et la tentative avorta. Ce fut à nouveau la « Direct rule » (administration directe de l'Irlande du Nord par la Grande-Bretagne).

Thatcher qui remplaça Ted Heath à la tête du parti conservateur, ne paraissait pas vouloir se risquer à une nouvelle tentative de ce type. En 1978, elle avait donné l'assurance aux unionistes ulstériens que l'union avec la Grande-Bretagne, ne serait pas remise en cause, si les conservateurs revenaient au pouvoir à Londres.

LONDRES DIT NON A UN «CAMP-DAVID» IRLANDAIS

En mai 1979, lorsque Thatcher parvient au gouvernement après la victoire des conservateurs, on s'accordait à penser qu'elle n'introduirait pas de changement dans la politique anglaise vis-à-vis de l'Irlande du Nord. Mais il faut noter qu'en mai 1979, le lobby américano-irlandais, par l'intermédiaire de Tip O'Neil, porte-parole de la chambre des représentants US, avait exercé une forte pression sur le gouvernement anglais pour l'inciter à prendre une initiative urgente sur la question. En juin, Atkins, le nouveau secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, s'était rendu à Dublin et la discussion n'a pas eu pour seul objet un renforcement de la collaboration policière entre le Nord et le Sud ; en août, il était question d'un « camp David » irlandais, pour septembre, réunissant à New-York le gouvernement de Dublin (Ir-

lande du Sud) et les représentants de Belfast.

Mais Thatcher désavouait Atkins et rejetait ce « sommet », estimant que la question d'Ulster relevait de la politique intérieure britannique. Fin août, la résistance irlandaise frappait durement l'impérialisme britannique des deux côtés de la frontière qui sépare l'Ulster de l'Irlande du Sud. Les médias s'étaient focalisés à l'époque sur l'attentat contre Mounbatten cherchant à minimiser l'embuscade de Warrenpoint où 18 soldats britanniques trouvèrent la mort.

Le gouvernement britannique poussait alors Lynch, le chef du parti au pouvoir en Irlande du Sud, à accentuer la répression contre la résistance, celui-ci allant jusqu'à livrer la zone frontière aux activités militaires britanniques. Toutefois, ces événements avaient fait apparaître que les forces républicaines irlandaises restructurées, moins vulnérables que par le passé, étaient capables, et décidées à poursuivre une guerre prolongée. Le voyage de Lynch aux USA, qui visait notamment à la couper de ses approvisionnements en armes, se soldait par un échec. Thatcher, le 25 octobre, lançait donc une invitation à participer à une conférence constitutionnelle, à quatre partis nord-irlandais : L'Alliance Party (interconfessionnel et centriste, dominé par les protestants), le *Social Democratic Labour Party* (SDLP) catholique, l'*Official Unionist Party* (OUP), protestant, le *Democratic Unionist Party* (DUP) protestant. L'objectif de Margaret Thatcher, selon ses propres

déclarations, n'est pas de remettre en cause l'union avec la Grande-Bretagne, mais de donner des pouvoirs locaux, à cette « province » du Royaume Uni, la seule qui n'en ait pas. Thatcher, qui n'a pas besoin aux Communes des voix unionistes pour avoir la majorité, est décidée, au cas où la conférence qui s'est ouverte échouerait, à imposer la fin de l'administration directe par Westminster qui est en vigueur depuis 1972, si l'on fait exception des premiers mois de 1974 (tentative d'un « Conseil d'Irlande »). Un référendum est dans l'air. Néanmoins, le projet anglais n'est pas clair puisque le « document de travail » publié fin novembre 1979 ne prévoyait pas moins de six « options pour un nouveau système de gouvernement pour l'Irlande du Nord ». Atkins a tout de même précisé qu'on ne reviendrait ni au Stormont (2) d'avant 1969, ni à la tentative d'un gouvernement interconfessionnel comme lors des cinq premiers mois de 1974. (Formule défavorable aux catholiques, qui comprenait 6 ministres unionistes, et 4 ministres du SDLP, catholique).

(1) Alliance Party, Unionist Party of Northern Ireland, Social Democratic Labour Party.

(2) Parlement d'Irlande du Nord, qui permit aux unionistes d'opprimer la minorité catholique en se servant du suffrage censitaire.

Paddy Mc Laughlin

Angers : riposte à l'agression policière Manifestation massive vendredi, 5000 étudiants et travailleurs dans la rue

Après l'agression policière de mercredi 16 janvier, les étudiants voulaient montrer leur force, tout en prouvant qu'ils n'étaient pas prêts à céder à la provocation. C'est pourquoi, la

manifestation de vendredi 18 était prévue avec les organisations syndicales CGT, CFTD et FEN, afin d'élargir la mobilisation contre les expulsions, le racisme. Cet appel a été enten-

du, puisque 5000 personnes se retrouvaient devant la Bourse du travail, de nombreux lycéens, des syndicalistes, des travailleurs des différentes entreprises, pour crier haut et fort leur

révolte face au racisme et à l'oppression du pouvoir. Les slogans témoignaient de cette détermination : « Non aux expulsions ! A bas les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru ! Français-immigrés,

solidarité ! ». Devant la préfecture où le cortège s'est arrêté, les mots d'ordre redoublent d'intensité : « Dehors Giscard et son préfet, étudiants, travailleurs contre la répression, solidarité ! Le fascisme ne passera pas ! ». Le comité de coordination a profité de cette courte halte pour rappeler l'intransigeance du préfet, face aux exigences des étudiants, et redire fermement qu'ils ne céderont pas avant d'avoir obtenu satisfaction. Un tonnerre d'applaudissements succède à cette intervention.

ont bien raison de manifester... ». Par rapport à la manifestation de mercredi : « Je trouve inadmissible qu'on donne tant de pouvoir au préfet ! ». Un couple : « On comprend bien la réaction des étudiants, mercredi soir, devant la caserne des pompiers. La police n'avait aucun motif pour les matraquer, c'est la police qui a provoqué ». Pendant cette manifestation, travailleurs et étudiants sont restés au coude à coude contre la répression et le racisme.

Non aux expulsions ! Halte à la répression

Deux étudiants marocains sont menacés d'expulsion par la préfecture. Quels sont les motifs invoqués par le préfet ? - Des échecs universitaires ? C'est une ingérence inacceptable du préfet dans les décisions de l'université : ces étudiants sont régulièrement inscrits, et n'ont jamais eu besoin de la moindre dérogation.

- Insuffisance des ressources ? Non. Le préfet se permet d'ignorer les preuves fournies par les deux étudiants, qui infirment ce prétexte.

- Pour un des étudiants, référence à une décision de justice ? Le préfet s'est substitué au tribunal qui n'a jamais condamné à aucune peine cet étudiant. Ainsi, la clémence dont se réclame le préfet dans la presse n'est que de l'arbi-

traire à peine déguisé. Car, c'est bien la circulaire Bonnet qu'il applique, bien que le niant. Ce fameux texte vise à aboutir à une diminution du nombre des étudiants étrangers, à « améliorer la qualité du recrutement ». Cette circulaire n'est qu'un des aspects du dispositif juridique que met en place le gouvernement contre les immigrés, notamment les lois Barre-Bonnet-Stoléru, véritables machines à expulsions, arbitraires et discriminatoires. Il s'agit d'empêcher les immigrés de faire respecter leurs droits légitimes, de leur faire porter le poids de la crise.

Face à la mobilisation générale, des étudiants en grève depuis 10 jours, face au soutien dont ils jouissent de la part des organisations syndicales, face à l'attitude positive de la po-

pulation angevine, la seule réponse du préfet a été la répression :

- Jeudi 10 janvier, à la préfecture, les gardes mobiles repoussent violemment la manifestation.

- Mardi 15 janvier, au théâtre, c'est l'évacuation des locaux occupés, bien que nous y soyons restés pacifiques, et qu'il n'y ait eu aucune dégradation. Nous constatons sur ce point le décalage entre les déclarations du maire et ses actes.

- Mercredi 16 janvier, à la fin d'une manifestation sans heurt, au moment où nous donnions l'ordre de dislocation, double charge très violente des CRS.

Ces interventions n'ont fait que renforcer l'unité et la détermination des étudiants : jusqu'à 2 500 en

manifestation pacifique vendredi, malgré la présence provocatrice des flics. Que le préfet sache bien que nous donnerons tous les moyens pour faire aboutir notre mouvement, gagner un soutien encore plus large de la population angevine et des travailleurs, que notre détermination à obtenir nos deux exigences est plus forte que jamais. La répression du préfet contre nous est un avant-goût de celle qui pourrait s'abattre demain contre toutes les luttes déterminées.

- Non aux deux mesures d'expulsion !
- Des cartes de séjour définitives pour tous les étudiants étrangers !
- Tous unis contre l'arbitraire et le racisme !
- Non à la répression !

Ensuite, la manifestation s'est dirigée vers la place du Ralliement, avant de se disloquer sur les grands boulevards. Cette manifestation de force est le résultat d'un travail d'information et de popularisation du mouvement. Environ 40 organisations politiques, syndicales, associations ont participé à cette manifestation.

Cette démonstration aura donc permis de rassembler près de 5 000 personnes dans les rues d'Angers. Ce qui constitue une riposte cinglante à la tentative du pouvoir d'ennayer le mouvement en faisant charger les flics. D'ailleurs, plusieurs propos dans la population déconçurent l'oppression qui s'est abattue sur les étudiants. Une femme d'une soixantaine d'années : « Je trouve qu'ils

Bien que beaucoup d'obstacles face aux préjugés et au racisme soient encore à lever, ce que cette manifestation a prouvé, outre la solidarité travailleurs-étudiants, c'est une prise de conscience, chez beaucoup, que la répression du gouvernement, par préfet interposé, pouvait s'abattre sur toutes les luttes déterminées en France, et que ces lois racistes sont bien une menace pour l'ensemble des travailleurs. Assurément, c'est dans cette voie qu'il faut s'engager, dans une mobilisation d'ampleur, à l'image de la manifestation de vendredi. C'est à cette condition qu'il sera possible de faire échec aux lois racistes. De ce point de vue, le mouvement à Angers constitue un premier exemple.

Correspondant ANGERS

Dunkerque : les élèves du LEP en grève contre les stages

Le mouvement a démarré mardi 15 janvier à l'initiative des élèves du LEP (Lycée d'enseignement professionnel) de Couderkerque-Branche. Déjà la semaine précédente, 1 500 élèves de Calais (Nord) manifestaient. L'objet de cette grève : les stages Beullac qui doivent se mettre en place l'an prochain. Stages déjà en vigueur au LEP Benjamin Morel. Les élèves sont bien conscients de l'exploitation dont ils seront victimes lors de ces stages (exemple : un élève de Benjamin Morel fait 50 bleus par semaine. Bien sûr, aucune rétribution, aucun salaire). Ils sont bien conscients que tous sont concernés par ces stages, car ils aggraveront le chômage, les employeurs hésitant à embaucher, dès lors qu'ils seront assurés d'avoir un certain nombre de stagiaires.

A partir de mardi, où ils manifestaient en ville, le mouvement s'est élargi aux autres LEP que ceux de Couderkerque-Branche sont allés voir.

Jeudi, ils manifestaient à plus de 1 000 (La voix du Nord, journal local, mentionnait 300 manifestants !). Une coordination s'est mise

en place entre ceux de Couderkerque-Branche, Benjamin Morel (Dunkerque) et les LEP de Petite-Synthe, de Grande-Synthe, et de Saint-Pol. Coordination importante, car les élèves entendent bien mener eux-mêmes leur grève, sans récupération possible d'un quelconque parti politique. La question est de fixer un objectif réalisable, de ne pas laisser la grève s'effiloche, de garder l'unité des lycéens, mais surtout de mettre au point un plan d'attaque pour l'an prochain, où dans beaucoup de LEP, devraient se mettre en place les stages Beullac.

Préparer l'an prochain, c'est aussi trouver d'autres formes d'action que la grève, pour ne pas perdre le bénéfice de cette mobilisation importante. Et puis, obtenir le soutien des parents d'élèves, des syndicats d'enseignants et des enseignants eux-mêmes, pour donner toute son ampleur à la lutte contre ces stages, véritables cadeaux au patronat, véritable exploitation des jeunes.

Article lu et approuvé par la coordination des lycéens du samedi 19 janvier.

Correspondant Dunkerque

Communiqué

L'OCFmi et le PCRmi de Besançon invitent à une réunion-débat sur l'Afghanistan ce mardi 22 janvier à 20 h 30 à la Résidence universitaire La Bouloie, bâtiment G-5.

Nouvelle fuite radioactive à l'usine de traitement de la Hague

Au moment même où le président Giscard faisait des déclarations apaisantes sur la politique du tout nucléaire à grande vitesse, le déversement des effluents radioactifs de l'usine de La Hague, dans la Manche, était une nouvelle fois arrêté après la découverte d'une fuite dans la canalisation, très près du rivage cette fois ! Au lieu d'aller passer une semaine aux sports d'hiver, et de risquer ainsi, selon ses propres dires, de s'exposer à autant de radioactivité que s'il travaillait dans une centrale nucléaire, le président pourrait peut-être prendre une semaine au bord de la mer, du côté de La Hague, pour faire l'expérience...

Santé : aux assises de la Fédération hospitalière, remise en cause de la limitation du budget

« Les années 1980 seront marquées par l'obligation d'une très grande rigueur de gestion » affirmait Barrot lors de l'ouverture des 8e assises de la Fédération Hospitalière de France (FHF). Barrot a invité les responsables hospitaliers à fermer des services, à mieux contrôler les hospitalisations. Autant dire que les propos du ministre de la Santé n'ont pas fait l'unanimité. La Fédération Hospitalière de France (FHF) exige qu'il n'y ait

pas d'alignement des dépenses de santé sur le produit intérieur brut, comme le propose Barrot ; elle condamne la limitation à 11,8 % de l'augmentation des budgets 1980, elle demande une augmentation de 13,9 %. Cette fédération s'élève contre le blocage des effectifs et réclame une augmentation du personnel hospitalier. La FHF chiffre le rapport lit-agent à 1,4 en France, contre 2,5 à 3 dans les pays voisins. Pour les membres de la FHF les dépenses de santé devraient représenter 7 % du PIB, dont 2,2 % pour les hôpitaux publics.

D'après une enquête de l'Union nationale des mé-

decins des hôpitaux publics, réalisée auprès de 517 commissions médico-consultatives (qui participent à la gestion des hôpitaux) 218 établissements sur 242 interrogés ont déjà adopté un budget 1980 qui dépasse les limites imposées par le ministre.

On le voit, le ministre Barrot est contesté, y compris par les administrateurs des hôpitaux. Et surtout, grâce à la lutte des travailleurs de la santé, plusieurs établissements ont obtenu des rallonges budgétaires et ont pu embaucher du personnel.

Léon CLADEL

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

La bourgeoisie française face aux dangers de guerre (2)

Ces partis qui voilent la menace soviétique

Par Didier DELORME

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS a très fortement marqué la vie et les rapports des partis politiques français. Non pas que ces partis aient abandonné leurs illusions sur la prétendue détente. Mais cette intervention a, chez eux, semé le doute. Le PCF lui-même a manifesté quelques embarras avant de justifier pleinement l'agression.

Cette invasion, faisant jouer des ressorts de politique intérieure, a produit sur ce plan des effets plus spectaculaires. C'est Giscard et l'UDF appelant à « l'union sacrée », c'est l'accroissement des divisions au sein du PS et, fait paradoxal, le PCF tire argument de la prudence de Giscard pour donner du crédit à sa propre position.

Si les enjeux de la bataille des présidentielles prennent une part importante dans les commentaires et les attitudes des différents partis, ceux-ci n'ont-ils pas révisé quelque peu leur attitude vis-à-vis de l'URSS ? Pour le PCF, la question ne se pose pas, mais qu'en est-il pour les autres ?

Jusqu'à présent, les analyses de l'UDF, du RPR et du PS sur la politique extérieure de l'URSS étaient marquées par trois grandes convergences : désignation de l'URSS comme une superpuissance au même titre que les USA, approbation de la politique de détente et affirmation du caractère ponctuel des interventions soviétiques, l'Europe n'étant pas du tout concernée par les visées hégémoniques de Moscou. Ces trois partis témoignaient donc tous plus ou moins d'une attitude complaisante face aux menées du social-impérialisme : en voulant maintenir les meilleures relations avec la superpuissance soviétique, en cherchant à l'amadouer et en minimisant la portée de ses interventions voire en les ignorant. Dans la période récente marquée par les interventions soviétiques par les pays interposés en Erythrée comme au Cambodge, l'UDF tout en condamnant l'intervention vietnamienne au Cambodge reprenait les éloges distribués par Giscard à la volonté de paix de Brejnev, le RPR approuvait les grands choix de la « détente » opérés par le gouvernement, le PS enfin, hésitant à qualifier l'URSS d'impérialiste, n'en craignait pas moins que « la désignation de l'URSS comme obstacle à la paix mondiale... ne soit plutôt néfaste à la détente. Il serait en effet étonnant que l'ours soviétique se laisse brider sans réagir ».

Cette politique de l'autruche est-elle aujourd'hui remise en question ?

LA TRIPLE REPERCUSSION DE L'INVASION SOVIÉTIQUE

La nouvelle menée agressive de l'URSS a eu un triple effet sur la vie politique française. Elle a amené les partis bourgeois à s'interroger sur leurs analyses et à les nuancer. Elle constitue surtout un nouveau point de démarcation sur l'échiquier politique français. Enfin, elle a accentué les divisions au sein de ces partis. C'est donc sous ce triple éclairage qu'il convient d'examiner les réactions du PS et des partis de la majorité.

De façon générale, on peut parler de répercussion à double détente : d'abord des déclarations entourées de précautions trahissant le trouble des états

majors, ensuite commentaires et critiques sur les attitudes des autres partis. C'est ainsi que dans un premier temps, le bureau exécutif du PS s'est contenté de noter que « la décision prise par Moscou peut être lourde de conséquences ». Le RPR « habitué à cet interventionnisme dans les pays du bloc soviétique » ne jugeait utile de s'inquiéter que si « le Pakistan devenait un enjeu » pour l'URSS. A propos des événements d'Afghanistan, la polémique a pris le pas sur l'analyse, polémique autour de l'enterrement de l'Union de la gauche ou plutôt de son anniversaire et autour de l'opération « union sacrée » lancée par Giscard.

LE RPR OPPOSE A L'UDF SA «FERMETE»

L'UDF déclarait le 2 janvier dans le même sens que Giscard : « La situation créée par l'invasion soviétique est une menace pour la stabilité en Asie et la paix mondiale (...). L'UDF rappelle son attachement à la détente (...) et se félicite de la concertation intervenue entre les puissances occidentales à Londres ».

Le 9, La lettre de l'UDF précise : « Il n'est pas question que la France renonce à sa politique extérieure fondée sur les principes de l'indépendance nationale, de la détente et de la coopération pour la seule raison que nos partenaires, fussent-ils américains, adoptent... une attitude d'une extrême rigueur ».

Ainsi l'UDF juge la paix mondiale menacée, mais pour toute mesure se contente de la publication de communiqués. Cependant, l'UDF est loin d'être homogène, aussi pour faire la part de l'opération de politique intérieure et de la réelle prise de conscience des dangers, il faut prendre en compte les déclarations des personnalités. Poniatowski ne voit, dans l'agression, « que protection et défense élargie » et songe à l'utilité de la force soviétique pour « contrebalancer l'énormité de la masse asiatique ».

De son côté, Bigeard offre la caricature de la position giscardienne : « Quand on voit ce qui se passe dans le monde, il faut oublier nos petits problèmes ». Enfin, Lecaruet et le CDS pro-

américain en appellent au resserment des liens avec l'impérialisme US. Manifestement, l'UDF ne prend pas l'agression au sérieux et utilise l'événement pour en appeler au consensus.

Le RPR aurait pu se féliciter du non-alignement de Giscard sur les USA. Or, voilà qu'il écrit que « l'inhabituelle rigueur (des USA) ne doit pas être sans motif » et reproche à Giscard son manque de fermeté. Le RPR affirme que « le risque de guerre existe » et n'admet pas que la « détente serve de paravent à des entreprises hégémoniques ».

Inquiétudes bien tempérées cependant, son secrétaire général, Bernard Pons ajoute en effet : « Ce serait pourtant rendre service aux relations franco-soviétiques de marquer aux Russes les limites à ne pas franchir pour préserver ces relations ». Et situant l'intervention russe dans le cadre d'une reprise de la guerre froide, le RPR estime que « la cause de la tension entre les supergrands n'est plus l'Europe, c'est l'Asie centrale ».

Ainsi, en situant l'enjeu de la rivalité des superpuissances en Asie, le RPR relativise considérablement la menace. Par ailleurs, si Chirac en appelle à la fermeté, c'est en concurrent de Giscard et pour les mêmes raisons qui ont motivé par exemple son rejet du budget.

LE FLOU DU PS

Le flou du PS sur l'appréciation des dangers de guerre n'est pas une donnée nouvelle. Si l'agression soviétique a amené parler de « volonté impérialiste », « volonté de guerre existante », à parler de « volonté impérialiste » en faisant le parallèle avec les interventions françaises en Centrafrique, le PS n'en a pas moins réaffirmé lors de sa Convention nationale, que l'URSS n'était pas impérialiste. Mitterrand, le 4, affirmait : « Les deux superpuissances ne veulent pas la guerre ». Deferre, le 12 : « Nous ne devons pas nous laisser aveugler par un épisode aussi grave soit-il ».

Pour le PS, l'URSS est « expansionniste » et il rejoint l'analyse de Giscard en affirmant qu'il ne s'agit plus « d'un affrontement direct entre l'Est et l'Ouest mais d'un problème intéressant les relations entre le monde communiste européen et les pays peu-



Les refrains trotskystes

Lutte ouvrière avait approuvé l'invasion du Cambodge au nom de « l'internationalisme prolétarien », cette fois elle dénonce l'URSS en la mettant sur le même plan que les USA. Ce qui l'amène à ressortir le vieux refrain trotskyste du « statu quo » voulu par le Kremlin : les Russes « ont simplement contribué à maintenir un équilibre politique existant auparavant ». USA et URSS « ayant intérêt au maintien de l'ordre mondial », il n'y a pas de danger de guerre.

La LCR (Ligue communiste révolutionnaire) va plus loin dans l'ignorance de l'évolution du rapport de forces entre superpuissances en faveur de l'URSS : « L'intervention soviétique en Afghanistan fait le jeu de Carter », titre Rouge. Cette organisation reproche aussi aux Soviétiques de s'être inquiétés trop brutalement « de la fragilité du régime afghan ». A entendre parler les trotskystes du « projet réactionnaire des guerillas islamiques appuyées par l'impérialisme », tout laisse croire qu'ils voient dans l'invasion soviétique un moindre mal.

« vres du Sud ». Une façon de dire que cela ne nous concerne pas. Cette analyse, de l'aveu même du PS n'explique rien : son bulletin quotidien Riposte parle le 8 des raisons du Kremlin « sur lesquelles l'on continue partout de s'interroger ».

L'agression de l'Afghanistan n'a donc pas apporté de lumière aux questions que se pose le PS sur la situation internationale. En revanche, elle a pesé sur son attitude à l'égard de l'Union de la gauche et a accru les divisions en son sein. C'est ainsi que pour renforcer sa domination dans l'union, le PS s'est saisi de l'occasion pour mettre le nez du PCF dans ses propres contradictions en insistant sur les divergences entre PC européens, en soulignant le fort courant de contestation et en lançant même un appel à l'union auprès des militants du PCF.

Si, à la Convention socialiste, la façade unitaire a été préservée, les divisions sur la tactique à mener vis-à-vis de l'Union de la gauche se sont accrues. Outre ces répercussions, l'invasion soviétique renforce les désaccords entre les courants et influe sur le choix du candidat socialiste. Rocard, le plus critique vis-à-vis de l'invasion, estime que « l'URSS encercle la Chine ». Pour le CERES, en revanche, « il faut éviter de donner à l'URSS l'impression qu'elle est encerclée ». Le PS tourne en rond et ses divisions participent de son aveuglement. Enfin, Mauroy

s'est emparé de l'isolement du CERES pour proposer une « convention nationale ayant valeur de congrès » sur les questions internationales et du même coup suggère le départ du CERES de la direction.

UDF, RPR ET PS S'INQUIETERONT LA PROCHAINE FOIS

Ces trois partis bourgeois n'ont donc pas modifié sur le fond leur appréciation des risques de guerre ni leur attitude vis-à-vis de l'URSS : ils continuent de croire que l'Europe n'est pas concernée directement par les menées du social-impérialisme et s'ils condamnent cette nouvelle intervention, ils n'en abandonnent pas pour autant leurs illusions sur la détente. Toutefois, ils ont été amenés à nuancer leur position en étant moins affirmatifs sur la « volonté de paix » de l'URSS. Par ailleurs, les déclarations de plusieurs de leurs personnalités contribuent aussi à rendre moins solide l'adhésion de ces partis à la « détente ».

Enfin, et c'est là l'essentiel des conséquences de l'invasion soviétique, les analyses et le comportement de ces trois partis bourgeois, leurs positions politiques sur le plan international prendront une importance inhabituelle dans la préparation des présidentielles.